Contact

Fédération CGT
des Mines et de l'Énergie
263 rue de Paris,
93516 Montreuil cedex

site internet
fnme-cgt.fr

réseaux sociaux
FNME-CGT
@FNMECGT
fnmecgt

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
LE 08 FÉVRIER 2022

MINES-ÉNERGIE la cgt

Nationalisation d'EDF

LA FNME-CGT SOUTIENT LE PROJET DE LOI DE NATIONALISATION D'EDF

Le texte adopté par la commission des finances le 1er février dernier, visant à protéger EDF va être examiné le 9 février 2023 à l'Assemblée Nationale.

La présente proposition de loi prévoit à l'article 1er de nationaliser EDF afin de garantir la propriété publique et l'unité du service public de l'énergie. En cela, la nationalisation d'EDF s'inscrit dans l'héritage du Conseil National de la Résistance et dans la droite ligne du préambule de la Constitution de 1946 disposant que "tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité".

Ce texte fait suite à un travail conséquent démontrant que le dossier de démantèlement de l'opérateur public est toujours d'actualités alors que la crise énergétique générée par une absence totale de planification des gouvernements successifs affirme que la libéralisation du secteur est un échec total pour les usagers, les collectivités et les industries.

Initiative FNME-CGT avec le PCF, LFI, LR et le PS

Cela fait suite aussi à l'initiative de la FNME-CGT qui a réuni les différents groupes parlementaires (Sébastien Jumel PCF, François Ruffin LFI, Oliver Marleix LR et Philippe Brun PS) à un débat sur les enjeux énergétiques et sur l'anniversaire du décès de Marcel PAUL lors d'un conseil général de la FNME-CGT le 23 novembre 2022.

Cette nationalisation est indispensable pour revenir à un véritable tarif règlementé établi à partir de coûts de production de l'opérateur national et non à partir de prix spéculatifs qui n'ont rien à voir avec une réalité physique. Pour la FNME-CGT, il est donc nécessaire de suspendre et de supprimer à terme le mécanisme de l'Arenh qui est un dispositif anti-industriel et scandaleux.

Perte de souveraineté et d'indépendance énergétique

Dans le même temps, la commission d'enquête parlementaire sur la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France continue ses auditions. De nombreux intervenants mettent en exergue les conséquences désastreuses de la concurrence sur un produit de première nécessité en économie de réseau, qui ne se stocke pas.

La substitution d'un état stratège vers un état actionnaire montre également que la question de la gouvernance d'EDF doit être posée en fonction des objectifs dictés par l'intérêt général outre le fait que la garantie de l'État est essentielle pour faire face aux investissements colossaux. Seul un conseil d'administration composé d'usagers, de représentants de la Nation et du gouvernement laissant une place importante aux salariés et à leurs expertises peut garantir des missions au service de la Nation.

Une transition énergétique progressiste

Enfin, cette nationalisation est indispensable afin d'atteindre les objectifs imposés par la transition énergétique et la rendre accessible à tous pour reporter les usages les plus carbonés sur ceux qui le sont moins.

La FNME-CGT sera d'ailleurs combative sur le sujet de la réforme européenne des marchés de l'électricité laissant penser que la solution se trouverait dans une nouvelle affirmation des logiques libérales tout en abandonnant les tarifs réglementés dès cette année pour le gaz et en 2025 pour l'électricité.

La FNME-CGT rappelle que le modèle français d'avant 2004 était basé sur une péréquation tarifaire – garantie d'équité de traitement et service - pour tous les citoyens par la mobilisation de salariés investis dans le bon fonctionnement de leurs outils de travail.

La FNME-CGT soutient cette proposition de loi puisqu'elle interdit tout démantèlement de l'opérateur EDF et puisqu'elle s'inscrit dans le programme progressiste de l'énergie de la FNME-CGT qui préconise le retour aux EPIC de la filière électrique, de la filière gazière et du service public de l'énergie.

C'est un premier pas dans la bataille pour transformer la future recapitalisation d'EDF en une « vraie nationalisation », pour un retour espéré à un véritable et nécessaire service public garantissant une souveraineté essentielle à l'intérêt de tous.